

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2024 (rapport intégrant également les observations  
faites lors de l'inspection du 20/12/2023)

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAPREC ENERGIES SAINT-OUEN**

20, quai de Seine  
93 584 Saint-Ouen-sur-Seine CEDEX  
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

Références : /  
Code AIOT : 0006506453

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2024 dans l'établissement PAPREC ENERGIES SAINT-OUEN implanté 20 QUAI de SEINE 93400 Saint-Ouen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC ENERGIES SAINT-OUEN
- 20 QUAI de SEINE 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506453
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est un incinérateur d'ordures ménagères du SYCTOM et exploité par PAPREC ENERGIES par délégation de service public. Le site a une capacité de traitement de 650 000 t de déchets par an au travers de 3 fours d'incinération. L'établissement a été autorisé en 1990 et ses activités sont réglementées par plusieurs arrêtés préfectoraux et arrêtés ministériels. L'incinération de déchets relève de la directive européenne 2010/75/EU, dite IED.

L'énergie mise en œuvre lors de l'incinération des déchets permet de produire de la vapeur et de l'électricité qui est revendu à l'extérieur selon les besoins locaux.

A l'occasion de modifications récentes de ses installations, l'incinérateur est doté aujourd'hui de systèmes de traitements secs des fumées.

Le site fait toujours l'objet de travaux prévus dans le cadre de son porter à connaissance de 2017.

### Thèmes de l'inspection :

- Prévention des pollutions de l'eau
- Équipement sous pression
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 20	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Zones de risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Risque incendie	Autre du 03/05/2017, article 6.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Risque incendie - Moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article Annexe, point 26-6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	POI - Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Risque gaz	Autre du 01/05/2017	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Chaudières - Contrôles ESP et MMR	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Silo PSR - MMR	Autre du 17/06/2024	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	Constats faits en 2023 - stockage produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article 22-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Constats fait en 2023 -	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	Prévention des pollutions accidentelles	04/10/2010, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	
13	Constats fait en 2023 - Aire de dépotage	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
14	Constats faits en 2023 - Réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4, 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
15	Constats faits en 2023 - Confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3, 4.III	Sans objet
16	Constats faits en 2023 - Risque inondation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur certaines installations ou équipements relatifs à la prévention du risque industriel ou du risque de pollution.

Bien que certains équipements font l'objet d'un suivi correct, l'Inspection a relevé des lacunes pour certains équipements sur lesquels l'exploitant doit corriger son suivi.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Analyse des PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3, 4.III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. 3. - L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Art. 4.III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant avait indiqué que la campagne d'analyse des PFAS n'avait pas été mise en œuvre et que celle-ci était programmée pour l'été (juin, juillet, août). Les délais prescrits par l'arrêté ministériel étaient échus.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  A la suite de l'inspection, une mise en demeure (arrêté préfectoral du 18/10/2024) a été prise par le Préfet pour demander à l'exploitant de réaliser les analyses sur les PFAS de leurs rejets aqueux et de transmettre les résultats sur la plateforme dédiée. L'exploitant a transmis tous les résultats.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18, 19, 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre - ARF/ET
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 18 Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. « L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. « La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. »

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

« Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. »

#### Article 19

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. (...)

#### Article 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre,

#### Constats :

L'exploitant présente une ARF datée du 19/06/2023 réalisée par RG Consultant (certifié Qualifoudre).

L'Inspection relève que l'étude de dangers du site ne fait pas partie des données d'entrée de l'ARF. Une autre ARF d'avril 2022 réalisée par Socotec a été transmise à l'Inspection. Dans cette ARF, l'étude de dangers ne figure pas non plus dans les documents d'entrée fournis pour réaliser l'ARF (cf. Tableau 1 de l'ARF).

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si les scénarios accidentels issus de l'étude de dangers ont été pris en compte dans l'analyse de risque foudre.

L'exploitant a présenté une étude technique (ET) en date du 24/11/2023 de la société RG Consultant. Cette étude technique ne semble pas couvrir la totalité de l'emprise ICPE du site.

L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer si tous les travaux identifiés dans l'étude technique ont été mis en œuvre. Pour rappel, la prescription prévoit que ces travaux soient mis en place dans les 2 ans suivant l'étude technique.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il a été demandé à l'exploitant de justifier que les scénarios accidentels de la dernière mise à jour de l'étude de dangers ont bien été pris en compte pour la réalisation de l'analyse de risque foudre du site. Il indiquera également si la totalité du périmètre de l'établissement (ICPE + bâtiments) a été prise en compte dans l'analyse de risque foudre ainsi que dans l'étude technique.

L'exploitant indiquera si les travaux identifiés dans l'étude technique ont été totalement réalisés ou le cas échéant, à quelle échéance ceux-ci seront réalisés.

L'exploitant transmettra ses justificatifs dans le délai de 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre - ET/installation des dispositifs
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. (...) L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. (...) Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un rapport de vérification complète de l'Apave daté du 21/11/2023. Le rapport faisait état de quelques non-conformités ou travaux à réaliser, notamment concernant la mise à la terre des cheminées. L'exploitant a indiqué que la mise en conformité était en cours. Pour rappel, la prescription prévoit que la mise en conformité ou remise en état soit réalisée un mois suivant la vérification.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  A la suite de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de mettre en conformité les dispositifs de protection contre la foudre de ses installations. L'exploitant transmettra, sous 2 mois, les justificatifs confirmant qu'il a remis en état les dispositifs défectueux ou non conformes. Par ailleurs, l'exploitant veillera à respecter le délai d'un mois pour remettre en état ses installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Zones de risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Localisation des risques. » « L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. « Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. « La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas d'un plan de zonage des zones à risque incendie. L'établissement dispose d'un POI dans lequel des scénarios d'incendie sont identifiés. Les zones à risque d'explosion sont identifiées au travers du zonage ATEX dans le document relatif à la protection contre les explosions (DRPE) en cours de révision. La dernière version date du 11/06/2024. L'Inspection a attiré l'attention de l'exploitant concernant un défaut électrique sur un interrupteur à proximité d'une zone ATEX d'un chargeur Fenwick dans le magasin.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Suite à l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de finaliser l'actualisation du zonage ATEX et de corriger le défaut électrique constaté. Il établira par ailleurs un plan des zones à risque incendie - éventuellement intégré au POI - conformément à la prescription. L'exploitant justifiera, sous 2 mois, de la réalisation de ces actions.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 5 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/05/2017, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD - Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>6.2.2.1 Dispositifs de détection d'incendie</i> "Une installation de détection automatique d'incendie contrôle certaines zones sensibles de l'usine. Des détecteurs de fumée sont disposés dans ces zones et provoquent en cas de déclenchement : o une alarme sonore et lumineuse, o l'arrêt de la centrale de traitement de l'air, o la fermeture de volets coupe-feu. Suite au remplacement du système de détection incendie, la gestion de la sirène incendie a été modifiée. En effet, l'usine est dorénavant découpée en trois lots. Chaque lot ayant son propre système d'alerte (sirène) : Lot Bâtiment administratif. Lot Bâtiment Bureau des Méthodes. Lot Bâtiment usine."  <i>6.2.2.2 Caméras de thermographie</i> Deux caméras de thermographie sont présentes au niveau de la fosse de déchets afin de détecter une éventuelle source de chaleur. Ces caméras disposent de deux seuils de détection : <ul style="list-style-type: none"><li>• Un premier seuil réglé à 70°C entraînant une alarme lumineuse,</li><li>• Un second seuil fixé à 100°C entraînant une alarme sonore ainsi qu'une injection de mousse.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'Inspection s'est intéressée au système de détection de certaines zones prises par sondage. Notamment la fosse à déchets est surveillée par 2 caméras thermiques. Le système présente 2 seuils d'alarme avec 1 alarme visuelle à 70 °C et 1 seuil à 100 °C qui déclenche une alarme sonore et un report de l'image thermique en salle de commande. Les caméras sont vérifiées tous les 6 mois par un organisme extérieur ; l'exploitant a déclaré qu'il s'agit d'un test de la chaîne complète incluant les alarmes. L'exploitant a présenté un rapport de vérification du 27/03/2024. Les consignes à appliquer suite à un déclenchement d'alarme des caméras thermiques mentionnées par l'opérateur en salle de commande, corroborent celles décrites par l'exploitant lors du contrôle documentaire.  L'exploitant a également transmis un rapport du 17/06/2024 concernant la vérification et la maintenance préventive des dispositifs relatifs à la sécurité incendie (détecteurs, SSI, déclencheurs, désenfumage, réseaux aspirant). L'Inspection relève que les tests d'étanchéité des IEAG (ventitest) pour le local automate et la zone "Pont 2" sont non conformes. De plus, il est relevé que plusieurs dispositifs (détecteurs, déclencheurs...) ont leur échéance de remplacement/reconditionnement échue (2010, 2016, 2022, 2023) selon les préconisations du constructeur. Ce qui peut affecter leur efficacité. D'autres observations et préconisations sont formulées dans le rapport.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection demande la réalisation des actions correctives suivantes sous 2 mois :

- remplacer les dispositifs dont l'échéance de remplacement est dépassée conformément aux préconisations du constructeur ;
- corriger les non-conformités d'étanchéité des IEAG relevées dans le rapport de maintenance.

Par ailleurs, l'exploitant confirmera que le système de détection incendie de la caisse à huile du GTA est fonctionnel. Il confirmera également que les observations et préconisations du rapport d'intervention du 17/06/2024 ont été prises en compte (formation à l'exploitation du SSI, test du désenfumage naturel, vérification par ventitest des IEAG non testées).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Risque incendie - Moyens de lutte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article Annexe, point 26-6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

- Point 26-6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 03/03/2005 :

Des extincteurs, appropriés aux risques, doivent être judicieusement répartis près des installations techniques. Des RIA conformes aux normes en vigueur doivent être installés

- Article 68 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

(...)

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs de novembre 2023 ainsi que les rapports de vérification des RIA et des poteaux incendie de septembre 2023. Un poteau incendie cassé hors d'usage a fait l'objet d'une intervention en mai 2024. Des observations et des défauts ont été relevés sur les RIA dont certains hors d'usage et la nécessité d'en remplacer.

Un point a été fait sur le système d'extinction de la fosse à déchets. L'établissement a réceptionné en mars 2024 un nouveau système de protection incendie de la fosse ; les travaux ont consisté entre autres au remplacement et à l'installation de nouveaux équipements :

- 4 canons à mousse,
- système de déluge pour les trémies,
- protection des ponts grappins,
- sprinklage,
- local poste déluge avec pompe doseuse pour le système mousse,
- système de déclenchement depuis le pupitre.

Il est prévu pour le 2ème trimestre 2025 la réception de nouvelles réserves d'eau incendie (2x700 m<sup>3</sup>).

Le local poste déluge dispose de 2 m<sup>3</sup> d'émulseurs. Par ailleurs, il a pu être constaté dans le magasin la présence de 24 fûts de 200 L d'émulseurs soit 4 800 L en réserve.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la quantité d'émulseurs nécessaires pour le scénario d'incendie majorant.

L'exploitant a mis en place des formations au nouveau système avec l'objectif de former tous les personnels de quart. Le cycle de formation devant s'achever en septembre 2024. L'exploitant garantit que pour chaque quart, il y a au moins 1 ou 2 personnes formées au système de protection contre l'incendie de la fosse à ordures.

Concernant l'alimentation en eau du système de protection contre l'incendie de la fosse à ordures, celle-ci est garantie par l'électro-pompe principale + 2 pompes jockey de maintien de pression, le système est secouru par un diesel de secours. La pomperie incendie est testée toutes les semaines.

L'inspection relève que le moteur diesel de secours dédié au système de protection incendie de l'incinérateur ne dispose pas de cuve de carburant dédié. Il est alimenté par la cuve enterrée de GNR servant également à la distribution (pour les camions). Le niveau de la cuve (non instrumenté) serait relevé manuellement toutes les 2 semaines. Néanmoins, ce suivi n'est pas formalisé et il n'est pas défini de volume de gasoil dédié à la pomperie incendie. Ce qui constitue une vulnérabilité dans le système de protection incendie de la fosse à déchets. La bonne pratique consistant à disposer d'une cuve de carburant dédiée au moteur de secours.

Pour rappel, chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

L'Inspection a constaté au niveau des installations, que la caisse à huile du groupe turbo-alternateur ne disposait pas de rideau d'eau tel que mentionné dans l'étude de dangers.

Il a par ailleurs été constaté au niveau des pompes d'alimentation des fuites significatives d'eau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>Il a été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dédier un volume de carburant au moteur diesel de secours et mettre en place un suivi formalisé, à fréquence régulière (quotidienne ou hebdomadaire), du niveau de carburant dédié au moteur diesel de secours du système de protection contre l'incendie ; par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume de gasoil contenu dans le réservoir ;</li> <li>- mettre en place une cuve de carburant dédiée au moteur de secours ;</li> <li>- mettre en place un rideau d'eau de protection de la caisse à huile du GTA conformément à l'étude de dangers ;</li> <li>- corriger les fuites d'eau au niveau des pompes ;</li> <li>- confirmer que tous les personnels postés ont été formés au nouveau système de protection contre l'incendie et que chaque poste de quart dispose d'un nombre suffisant de personnels formés ;</li> <li>- de confirmer que les défauts constatés sur les RIA ont été corrigés ;</li> <li>- justifier de l'adéquation des quantités d'émulseurs disponibles au niveau du local poste de la fosse à déchets au regard du scénario majorant.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : POI - Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Plan de défense contre l'incendie.</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation</li> </ul>

<p>et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>• le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>• les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>• le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li> <li>• le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un POI d'août 2022 en cours d'actualisation.</p> <p>L'établissement dispose d'équipiers de 1ère intervention et d'équipiers de 2nde intervention. L'exploitant garantit qu'à chaque quart, il dispose d'au moins 1 ou 2 personnels formés à la manipulation des canons à mousse.</p> <p>L'exploitant indique réaliser un exercice par an avec les pompiers. Le dernier exercice réalisé avec la caserne de pompiers de Saint-Ouen date du 10/04/2024. Il s'agit d'un test en situation d'urgence (TSU), qui a permis de tester la réaction des opérateurs. Le compte-rendu de cet exercice a été transmis à l'Inspection. Des points d'amélioration sont identifiés et en cours de réalisation.</p> <p>L'Inspection rappelle que le POI doit intégrer le plan de défense contre l'incendie prescrit à l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de transmettre le POI actualisé intégrant le plan de défense contre l'incendie (en version numérique et papier). L'exploitant confirmera également que les actions identifiées lors du dernier exercice ont toutes été réalisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 8 : Risque gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/05/2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque canalisation gaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  Étude de dangers Mesures de maîtrise des risques relatives au scénario de rupture de la canalisation de gaz naturel (ERC 5) : Chaîne de sécurité : pressostat mini + électrovanne de sécurité
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que la mise en sécurité de la canalisation de gaz naturel se fait par mesures de pression haute (2,1 bars) ou pression basse (1,8 bars) associées à 2 vannes de sécurité. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports de tests, vérifications/maintenance de ses dispositifs de sécurité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre, <u>sous 2 mois</u> , les rapports de tests, vérifications, maintenance des dispositifs de sécurité de la canalisation de gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Chaudières - Contrôles ESP et MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi ESP

### **Prescription contrôlée :**

**I.** L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

**II.** Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

**III.** Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Article 18 de l'arrêté du 20 novembre 2017

**I.** L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

**II.** La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.

### **Constats :**

A chacun des fours d'incinération est associée une chaudière à tubes d'eau qui sont des équipements sous pression (ESP) régis par l'arrêté ministériel du 20/11/2017 et doivent donc faire l'objet d'inspection et requalification périodiques, respectivement tous les 24 mois et tous les 10 ans.

Afin de prévenir le risque d'explosion des ballons de chaudière, les chaînes de sécurité sont pilotées par un automate de sécurité de niveau SIL 3. L'Inspection a pu constater au niveau du pupitre de commande les seuils de sécurité définis pour la chaudière n° 1 (pression et niveaux d'eau).

L'exploitant a transmis des documents de contrôle et d'inspection périodiques pour les 3 chaudières à tubes d'eau de l'incinérateur. Il s'agit de :

- pour la chaudière n° 1 :

- d'un compte-rendu d'essais du fonctionnement des dispositifs de protection du 13/04/2021 comprenant les vérifications d'une inspection périodique,

- d'une attestation après contrôle du 30/05/2022 (suite à réparation notable),

- d'un compte-rendu d'inspection périodique du 23/05/2024 concluant à des résultats des contrôles et essais satisfaisants (comprenant des essais des chaînes de sécurité et une vérification des accessoires de sécurité) ;

- pour la chaudière n° 2 :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un compte-rendu d'essais du fonctionnement des dispositifs de protection du 04/02/2021 comprenant les vérifications d'une inspection périodique,</li> <li>- d'un compte-rendu d'inspection périodique du 08/03/2023 concluant à des résultats des contrôles et essais satisfaisants (comprenant une vérification des accessoires de sécurité) ; les essais des chaînes de sécurité n'ont pas été réalisés, <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour la chaudière n° 3, d'un compte-rendu d'inspection périodique du 24/04/2023 concluant à des résultats des contrôles et essais satisfaisants (comprenant une vérification des accessoires de sécurité) ; les essais des chaînes de sécurité n'ont pas été réalisés.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'exploitant a transmis 3 attestations de requalification périodique de 2015 et novembre 2014 établies par l'Apave pour les 3 chaudières des fours d'incinération.</p> <p>A la lecture de ces documents, l'Inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les chaînes de sécurité des chaudières n° 2 et n° 3 n'ont pas fait l'objet d'essais lors des dernières inspections périodiques en 2023,</li> <li>- l'exploitant n'a pas transmis pour la chaudière n° 3, l'inspection périodique de 2021,</li> <li>- l'exploitant n'a pas transmis de rapports de vérification spécifiquement dédiés aux dispositifs de sécurités des chaudières ni concernant l'automate de sécurité.</li> </ul> <p>L'Inspection rappelle que les inspections périodiques doivent être effectuées tous les 24 mois et les requalifications tous les 10 ans.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, <u>sous 2 mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettre les rapports des requalifications périodiques des chaudières n° 1 et 2 qui doivent être réalisées en 2025 (respectivement en mars et juillet),</li> <li>- transmettre le rapport de requalification périodique de la chaudière n° 3 qui a dû être réalisée en novembre 2024,</li> <li>- transmettre le rapport d'inspection périodique de 2021 pour la chaudière n° 3,</li> <li>- justifier de l'absence d'essais des chaînes de sécurité pour les chaudières n° 2 et 3, réaliser les essais et transmettre les rapports associés,</li> <li>- justifier des tests, vérifications, maintenances réalisés (type, fréquences, etc ..) sur les dispositifs de sécurité des chaudières au regard des niveaux de confiance définis dans l'étude de dangers,</li> <li>- justifier des contrôles/vérifications réalisés sur l'automate de sécurité et des dispositions prises pour garantir le maintien, dans le temps, du niveau SIL 3 de l'automate de sécurité.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 10 : Silo PSR - MMR**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 17/06/2024</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mesures de maîtrise des risques relatives à la montée en température des silos de REFIOM/PSR (résidus de fumées traitées).</p>



<p>Les résidus de fumées sont traitées par du bicarbonate de sodium et du coke de lignite. Ces résidus appelés PSR (Produits Sodiques Résiduels) sont stockés dans des silos (1 par tranche). Une surveillance de la température est réalisée.</p> <p>L'inspection a partagé des éléments sur un évènement survenu en février 2024 sur l'incinérateur de Créteil. Un emballement thermique s'était produit sur un silo de PSR. En particulier, lors de la phase d'intervention des pompiers, il avait été identifié un risque d'incompatibilité à arroser les PSR avec de l'eau.</p> <p>L'Inspection voulait vérifier les dispositions prises pour ce genre d'évènement sur l'incinérateur de Saint-Ouen.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les silos de PSR sont dotés de sonde de température permettant de surveiller la température en continu.</p> <p>En salle de commande, l'Inspection a pu visualiser sur le pupitre de contrôle la surveillance du silo n° 1. La température affichée était de 70°C, l'opérateur indique qu'il existe une alarme de température haute à 200°C.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les actions de mises en sécurité à réaliser en cas de montée en température ou d'atteinte du seuil d'alarme.</p> <p>Par ailleurs, il a été relevé que le traçage du silo n° 2 présente un défaut électrique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Suite à la visite, l'Inspection a transmis par courriel du 24/06/2024 un compte-rendu des observations faites. Il a été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préciser les seuils et les actions envisagées en cas de dérive des températures des silos de stockage de REFIOM ;</li> <li>- mettre en conformité le défaut de traçage du silo n° 2.</li> </ul> <p>L'exploitant transmettra <u>sous 2 mois</u> les réponses à ces demandes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 11 : Constats faits en 2023 - stockage produits dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article 22-1 et arrêté du 4 octobre 2010, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conditions de stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Art. 22-1 de l'arrêté préfectoral du 03/03/2005</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant être émises en fonctionnement normal ou accidentel, sont susceptibles d'induire des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, sur la sécurité publique ou sur le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site. Il détermine ainsi les zones de sécurité qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, etc ...). Il tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées</p>

un plan de ces zones.

#### **Article 4 de l'arrêté du 4 octobre 2010**

**4-1.** Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : - supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article : - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et - les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

**4-2.** L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.

#### **Constats :**

L'exploitant présente un plan avec la localisation des produits dangereux stockés sur site. Il s'agit principalement de réactifs destinés au traitement des eaux de chaudières, eaux de rejets ainsi que pour le traitement des fumées : ammoniacque, acide chlorhydrique, javel, soude, chlorure ferrique, phosphate, hydrazine, bicarbonate de sodium et coke de lignite en silos, chaux ...

Le plan présenté est succinct, n'est pas exhaustif vis-à-vis de l'ensemble des produits présents sur site ; il manque également des pictogrammes de dangers pour les produits concernés.

Le site stocke également des liquides inflammables : fioul et GNR.

L'Inspection fait remarquer que l'ammoniacque et l'acide chlorhydrique sont susceptibles de présenter des mentions de dangers qui ne sont pas mentionnés dans le plan présenté. L'ammoniacque est susceptible d'être dangereux pour l'environnement et l'acide chlorhydrique peut présenter des caractéristiques toxiques.

Ils sont donc susceptibles d'être concernés par les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Il a été constaté, au niveau des cuves de stockage d'ammoniacque, que l'affichage du produit avec les pictogrammes associés étaient absents.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier des caractéristiques dangereuses des produits stockés sur site. Il transmettra notamment les FDS de l'ammoniacque, de l'acide chlorhydrique et du chlorure

<p>ferrique.</p> <p>Un état des lieux exhaustif des produits stockés (nature, quantité, état) sera également transmis à l'Inspection.</p> <p>Il indiquera et justifiera à l'Inspection les réservoirs de stockage concernés par les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Le cas échéant, il met en œuvre les dispositions prévues aux 4-2 et 4-3 de l'arrêté du 04/10/2010.</p> <p>L'Inspection invite l'exploitant à améliorer son plan et la présentation générale des produits chimiques stockés sur site.</p> <p>Un affichage clair, lisible avec les pictogrammes de dangers sera mis en place au niveau des cuves de produits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Constats fait en 2023 - Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des réservoirs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>4-1.</b> Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p><b>4-2.</b> L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</p> <p>Pour les réservoirs mis en service avant le 1er janvier 2011 :- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;- le programme d'inspection est défini avant le 30 juin 2012.</p> <p>Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011, le programme d'inspection est défini au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p>

**(Arrêté du 12 juin 2025, article 3)**

**4-3.** Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Cette inspection comprend a minima :
  - une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (tuyauterie, évent éventuel, etc.) ;
  - une inspection visuelle de l'assise ;
  - une inspection de la soudure robe fond ;
  - un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
  - une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
  - une inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu.

Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie « Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre. ».

- pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans comprenant :

- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;
- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;
- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion ;
- un contrôle interne des soudures. Seront a minima vérifiées la soudure robe fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe.

**Article 7 de l'arrêté du 18 avril 2008**

Suite à une intervention portant atteinte à l'étanchéité d'un réservoir enterré ou d'un de ses équipements annexes, à l'exception des opérations ponctuelles de mesure de niveau, ou avant la remise en service d'un réservoir à la suite d'une neutralisation temporaire à l'eau, un contrôle d'étanchéité est effectué selon les règles de l'annexe II du présent arrêté, par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté, avant la remise en service de l'ensemble de l'installation.

**Article 15 de l'arrêté du 18 avril 2008**

Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont de classe I ou II au sens de la norme EN 13160 dans sa version en vigueur à la date de mise en service du système ou de toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen.

Les alarmes visuelle et sonore du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.

Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme agréé conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées

et de l'organisme de contrôle périodique.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le fioul est stocké dans des réservoirs enterrés à double enveloppe, munis de détecteurs de fuite. L'Inspection a vérifié les contrôles d'étanchéité réalisés sur les 2 cuves de fioul. L'exploitant a présenté 2 documents de contrôle d'étanchéité réalisés en 2019 et 2022, et attestant de l'étanchéité des cuves de fioul.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents relatifs à la vérification des détections de fuite (ni le contrôle quinquennal par un organisme agréé ni le test annuel des alarmes).</p> <p>Concernant le réservoir d'ammoniaque, l'exploitant déclare qu'il s'agit d'une cuve double enveloppe et n'a pas été en mesure de présenter de documents de suivi.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera du contrôle quinquennal par un organisme agréé des détecteurs de fuite des cuves de fioul et de la mise en place d'un suivi régulier (a minima annuel) du fonctionnement des alarmes.</p> <p>Pour la cuve d'ammoniaque, cf. demande de la fiche n° 1</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 13 : Constats fait en 2023 - Aire de dépotage et rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de déchargement/rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>I. « Capacité des rétentions. »</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p> <p><b>« II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés. »</b></p> <p>« Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p>

« Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

« La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

« Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

« Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

(...)

**« VI. Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation. »**

« A. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.

« B. Les dispositifs d'obturation sont maintenus fermés en permanence.

« A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

(...) »

**Constats :**

Les aires de dépotage de fioul et d'ammoniaque sont associées à des rétentions enterrées.

Les rétentions disposent d'une détection de niveau et de vannes qui sont fermées pendant le dépotage.

L'exploitant déclare que les rétentions enterrées ont un volume de 40 ou 50 m<sup>3</sup>. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un suivi de l'état des rétentions.

Concernant les détections de niveau, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents de tests et de maintenance des détecteurs.

A proximité de l'aire de dépotage d'ammoniaque, des détecteurs gaz d'ammoniac sont disposés. L'exploitant a présenté des fiches de suivi des détecteurs. Néanmoins, l'Inspection relève l'absence de suivi en 2019, 2020 et 2021.

Le revêtement de l'aire de dépotage d'ammoniaque est relativement ancien, dégradé et effacé par endroit.

Le revêtement de l'aire de dépotage de fioul est relativement ancien, dégradé et écaillé par endroit ; l'aire de dépotage présente également un défaut de pente avec une légère stagnation des eaux.

Il a également été constaté des fûts d'huile usagée de 200 L sur de petites rétentions ; 4 fûts par rétention. Les dimensions des rétentions d'environ 1,3 m de côté et 0,3 m de profondeur ne permettent pas de respecter la capacité minimale de rétention de 800 L.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il a été demandé à l'exploitant de justifier de la capacité des rétentions associées aux aires de dépotage du fioul et de l'ammoniaque.

L'exploitant doit mettre en place un suivi des rétentions enterrées et les détections de niveau associées.

L'exploitant doit veiller à un suivi régulier de ses dispositifs de détection.

Les aires de dépotage dégradées devront être corrigées ; l'exploitant indiquera à l'Inspection son échéancier de travaux.

L'exploitant veillera à stocker ces récipients mobiles sur des rétentions de capacité conforme à la prescription.

Tous les justificatifs associés à ces demandes sont transmis sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 14 : Constats faits en 2023 - Réseaux de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4, 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4 de l'arrêté du 2 février 1998 (...) « Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Article 49 de l'arrêté du 2 février 1998 (...) « Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »  Article 33-3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2005 Le plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, etc ... doit être tenu régulièrement à jour et daté. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan des réseaux d'effluents daté du 28/02/2017, représentant la situation avant les travaux. Il a déclaré que celui-ci serait mis à jour à la fin des travaux. <b>L'Inspection attire la vigilance de l'exploitant sur la mise à jour au fil de l'eau du plan des réseaux afin d'intégrer toutes les modifications.</b> Le plan présente distinctement les différents réseaux : eaux pluviales, eaux sanitaires, eaux process ainsi que les caniveaux de produits ou d'effluents acides. L'exploitant déclare que le site dispose d'obturateurs gonflables ou vissables permettant d'isoler des parties de réseau. Une vanne guillotine est disposée en amont du séparateur afin d'isoler les eaux polluées de l'extérieur. Cette vanne est manœuvrée une fois par mois selon les déclarations de l'exploitant. Le site dispose également de fosses enterrées recueillant les eaux résiduelles. Le suivi des caniveaux acides et des fosses n'a pu être vérifié.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre à jour son plan des réseaux incluant les modifications liées aux travaux récents et conformément aux prescriptions réglementaires. Il justifiera de la mise en place d'une surveillance dans le temps de l'état des fosses humides et des caniveaux de produits acides au regard des prescriptions des arrêtés du 04/10/2010 (art. 6) et de l'arrêté du 02/02/1998. Les éléments de réponse sont transmis à l'Inspection sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 15 : Constats faits en 2023 - Confinement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement des réseaux - confinement des eaux polluées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 26 bis de l'arrêté du 4 octobre 2010 <b>Bassin de confinement des eaux incendie.</b> Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m <sup>3</sup> « , sauf dérogation prévue à l'article 26 ter ». (...) En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. (...) Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que les eaux polluées ainsi que les pollutions accidentelles y compris les eaux d'extinction d'un incendie peuvent être retenues par la capacité du réseau de collecte des eaux pluviales grâce aux dispositifs d'isolement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il a été demandé à l'exploitant de justifier le dimensionnement des capacités de confinement des eaux polluées et de la conformité de son dispositif au regard de la prescription réglementaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Constats faits en 2023 - Risque inondation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prise en compte du risque inondation
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Principes généraux de prévention des risques. » « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. « Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. « Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une procédure relative au risque de crue datée du 14/12/2021. Il est abonné au dispositif d'alerte crue. L'Inspection note qu'il n'est pas prévu dans la procédure de dispositions spécifiques concernant le risque de pollution liée entre autres aux produits stockés sur site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection invite l'exploitant à intégrer dans sa procédure les consignes et actions à mettre en œuvre pour prévenir le risque de pollution en cas d'inondation de la Seine .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite